

**COMMUNE
DE
CANILHAC**

Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)

SOMMAIRE

Le Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (le DICRIM)

Première partie : PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE
--

INFORMATIONS SUR LA COMMUNE

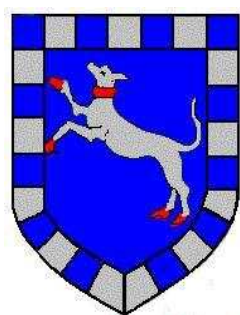
Contexte général	4
Cartographies de la Commune	5

INFORMATIONS RELATIVES A LA POPULATION

Population permanente – Comptabilisation / Répartition	6
Population saisonnière et activités ponctuelles	7
Établissements recevant du public	8

Deuxième partie : LES RISQUES RECENSÉS

Définition du risque majeur et de l'information préventive	10 – 15
Les risques majeurs à CANILHAC	16
- Risque – Inondation	17 – 22
- Risque Mouvement de Terrain	23 – 26
- Risque Feu de Forêt	27 – 32
- Risque Rupture de barrage	33 – 36
- Risque Transport de Matières Dangereuses	37 – 41
Cartographie	
- Récapitulatif des risques prioritaire par Commune	43
- Carte Population Sédentaire	44
- Carte densité de la Population	45
Symboles des Risques majeurs	
- Affiche Communal type	47
- Affiche établissement type	48



**COMMUNE
DE
CANILHAC**

DICRIM

Première partie :

**PRESENTATION GENERALE
DE LA COMMUNE**

Présentation générale de la commune

Nombre d'habitants: 144 (recensement 2011)

Situation géographique: La commune de Canilhac est située dans le sud du département de la Lozère dans la vallée du Lot qu'elle surplombe à proximité de La Canourgue, chef lieu du canton.

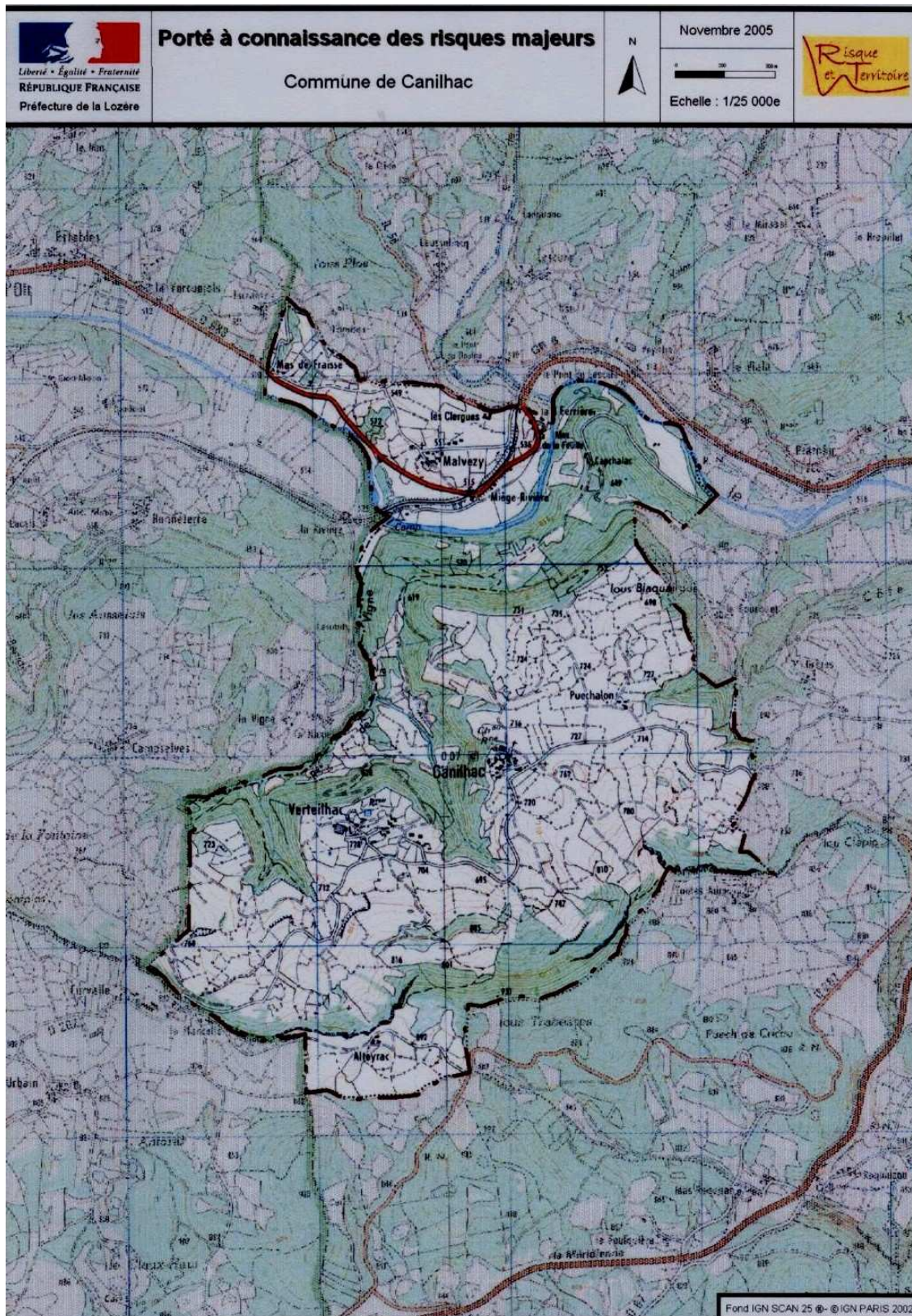
La commune de Canilhac connaît depuis quelques années un essor démographique relativement important au niveau du village lui-même mais également sur le hameau de Malvézy où de nouvelles habitations ont vu le jour avec la construction d'un nouveau lotissement communal.

La particularité de la commune est surtout son éclatement géographique elle est composée de 10 hameaux parfois distants de plus de 15 km.

Situation environnementale: La commune de Canilhac est composée en partie de pâturage, lande, de bois éloigné des habitations. Une partie de la Commune (La Ferrière et Miège Rivière) est traversée par le Lot.

A noter qu'aucune usine n'est à recenser sur la commune, seule une entreprise de transport utilise et stocke certains produits polluants à Miège Rivière.

CARTOGRAPHIE



Informations générales sur la population

POPULATION PERMANENTE

Comptabilisation – Répartition

Nombre d'habitants permanents : **137** (Population municipale, sans la population comptée à part)

Comptée à part: 7

Répartition de la population sur le territoire de la commune habitation principale:

	Nombre D'habitation	Nombre D'habitant
Malvezy	25	78
Le Fraïsse	2	4
Capchalat	2	2
La Ferrière	2	4
Miège Rivière	2	3
Puéchalon	1	1
Canilhac village	12	40
Verteilhac	6	18
Alteyrac	1	3
Les Clergues	0	0

Informations générales sur la commune

POPULATION SAISONNIERE ET ACTIVITES PONCTUELLES

Nombre de résidences secondaires :

Secteur	Nombre D'habitation
Malvezy	8
Le Fraïsse	5
Capchalat	2
La Ferrière	3
Miège Rivière	0
Puéchalon	0
Canilhac village	5
Verteilhac	9
Alteyrac	1
Les Clergues	1

Activités touristiques: (Voir annuaire Touristique)

- Nombre d'hôtels : 0
- Nombre de gîtes et meublés : Malvezy 2, La Ferrière 1, Canilhac village 1
- Nombre de restaurants : 0
- Camping Municipal: 50 emplacements, 2 Mobil homes, 1 caravane

Manifestations et évènements divers :

Festivité	Lieu	Date
Halloween	Camping (Miège Rivière)	Automne
Noël	Camping (Miège Rivière)	Hiver
Pâques	Canilhac village	Printemps
Fête de la musique	Canilhac village	21 juin
Fête du village	Canilhac village	1 ^{er} dimanche d'août

Informations générales sur la commune

ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC et ANNUAIRE TOURISTIQUE

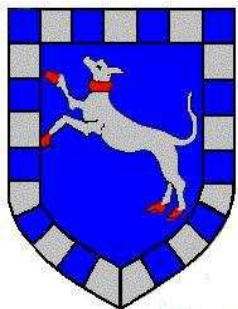
Etablissement recevant du public:

Lieu	Secteur
Entreprise de transport ANDRIEU	Miège Rivière
Construction POUGET	Malvézy
PITCHOU Construction	Canilhac village
Menuiserie Jérôme DELTOUR	Malvézy
Camping Municipal (catégorie 5 types P.A)	Miège Rivière
Château de Canilhac (catégorie 5 types L)	Canilhac village
Eglise du village (catégorie 5 types V)	Canilhac village
Mairie (catégorie 5 types W)	Canilhac village

Annuaire touristique:

4 Gîtes et 1 Camping Municipal

Propriétaire et numéro de téléphone	Secteur
Serge POUJOL 04 66 32 92 30	Canilhac village
Anne-Marie BRUNEL 05 65 68 54 82	La Ferrière
Monsieur et madame COMPARAT 04 66 32 86 89	Malvézy
Monsieur et madame POUGET 04 66 32 88 34	Malvézy
Camping Municipal de la Vallée 04 66 32 91 14	Miège Rivière



**COMMUNE
DE
CANILHAC**

DICRIM

Seconde partie :

LES RISQUES RECENSES

RISQUE MAJEUR ET DE L'INFORMATION PRÉVENTIVE

DÉFINITION

1/4

"La définition que je donne du risque majeur, c'est la menace sur l'homme et son environnement direct, sur ses installations, la menace dont la gravité est telle que la société se trouve absolument dépassée par l'immensité du désastre" Haroun TAZIEFF

L'information préventive des populations est prévue par le code de l'environnement : " Les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent. Ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles. " (article L125-2)

Ce principe posé depuis 1987 trouve son prolongement dans la loi du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile qui poursuit comme objectif de rendre chaque citoyen davantage acteur, par son comportement, de la sécurité civile.

La prise en compte des risques est nécessaire à tous les stades et à tous les niveaux d'organisation :

- la PREVENTION par la connaissance des risques et des parades ainsi que par la prise en compte de ceux-ci dans l'aménagement et la surveillance,
- la PROTECTION au moyen des systèmes d'alerte, des plans de secours, de la gestion de crise,
- l'INFORMATION des populations,
- la FORMATION des milieux professionnels et éducatifs.

La Cellule Départementale d'Analyse des Risques et d'Information Préventive (CARIP) a actualisé le Dossier Départemental des Risques Majeurs (D.D.R.M.) diffusé en 1995. Ce dossier réunit les principales informations nécessaires à la mise en place d'une information préventive efficace.

Il poursuit un double objectif : porter à la connaissance des élus locaux la synthèse des informations disponibles sur les risques majeurs connus dans leur commune et fournir une base de données pour organiser l'information de leurs administrés dans un Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

RISQUE MAJEUR ET INFORMATION PRÉVENTIVE

I – QU'EST-CE QUE LE RISQUE MAJEUR ?

Le risque majeur, vous connaissez : vous appelez cela une catastrophe.

Il a deux caractéristiques essentielles :

- Sa gravité, si lourde à supporter par les populations, voire les états.
- Sa fréquence, si faible qu'on pourrait être tenté de l'oublier et de ne pas se préparer à sa survenue.

Et pourtant... pour le risque naturel notamment, on sait que l'avenir est écrit dans le passé: là où une rivière a débordé, la terre a tremblé, les laves ont coulé, on sait que d'autres inondations, séismes ou éruptions volcaniques pourront survenir.

Que de souffrances, que de dégâts derrière chacune de ces manifestations du risque majeur.

D'autant plus grave si l'homme ne s'y est pas préparé ; mais la prévention coûte cher. Il faut beaucoup de moyens financiers, humains pour se protéger. Parfois, on l'oubliera ; on fera des impasses budgétaires au profit d'investissements plus rentables ; on ira même jusqu'à s'installer dans des anciens lits de rivières, des couloirs d'avalanches, trop près d'une usine. Alors, faute des moyens nécessaires, pour se protéger, surveiller, annoncer le risque, les populations sont encore plus touchées par les catastrophes.

Mais, il y a deux volets que l'on peut développer à moindre coût :

L'information et la formation.

En France, la formation à l'école est la priorité des Ministères de l'Education Nationale et de l'Ecologie : il faut en effet que la connaissance du risque majeur et la protection de l'environnement entrent dans la culture du citoyen.

RISQUE MAJEUR ET DE L'INFORMATION PRÉVENTIVE

DÉFINITION

3/4

Par l'information sur les risques qu'il encourt et les consignes de sauvegarde, le citoyen pourra mieux s'en protéger : deux cyclones de même force ont frappé la Guadeloupe ; en 1909 il y eut 1200 morts ; le cyclone Hugo annoncé, ne fait que 4 victimes car les consignes étaient connues de tous.

C'est pourquoi le Ministère de l'Écologie a développé un vaste programme d'information préventive dans les communes à risque, en s'appuyant sur les Préfectures et les collectivités territoriales.

Mieux informés et formés, tous (élèves, citoyens responsables) intégrerons mieux le risque majeur dans leurs sujets de préoccupation, pour mieux s'en protéger : c'est ainsi que tous acquerront une confiance lucide, génératrice de bons comportements individuels et collectifs.

II – QU'EST-CE QUE L'INFORMATION PREVENTIVE ?

L'information préventive consiste à renseigner le citoyen sur les risques majeurs susceptibles de se développer sur les lieux de vie, de travail, de vacances.

Elle a été instaurée en France par l'article 21 de la loi du 22 juillet 1987 et codifiée dans le Code de l'environnement: "le citoyen a le droit à l'information sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire et sur les mesures de sauvegarde pour s'en protéger"

Le décret du 11 octobre 1990, modifié le 9 juin 2004, a précisé le contenu et la forme des informations auxquelles doivent avoir accès les personnes susceptibles d'être exposées à des risques majeurs ainsi que les modalités sur lesquelles ces informations leur seront portées à connaissance, à savoir :

- ◆ dans les communes dotées d'un Plan de Prévention des Risques (PPR)ou d'un document de prise en compte du risque dans l'aménagement, dans celles situées dans les zones à risque sismique, volcanique, cyclonique ou de feux de forêts ainsi que celles désignées par arrêté préfectoral ;

- ◆ le Préfet établit le dossier départemental des risques majeurs (CDDRM) et transmet au maire les documents nécessaires à la réalisation du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM), ces deux pièces étant consultables en Mairie par le citoyen ;

- ◆ l'affichage dans les locaux regroupant plus de cinquante personnes est effectué par le propriétaire selon un plan d'affichage établi par le maire et définissant les immeubles concernés.

Par circulaire du 25 février 1993, le Ministère de l'Environnement a demandé aux Préfets d'établir la liste des communes à risques.

L'information préventive est faite en priorité dans les communes où il y a des enjeux humains: risque de victime. L'information portera donc d'abord sur les communes où les enjeux humains sont les plus importants où les protections sont les plus fragiles.

Pour réaliser cette information préventive, une Cellule Départementale d'Analyse des

Risques et d'Information Préventive (CARIP) a été constituée dans chaque département ; elle est placée sous l'autorité du Préfet et regroupe les principaux acteurs départementaux du risque majeur et de la sécurité civile.
C'est cette cellule qui a établi, sur directives de la Préfecture, le dossier départemental des risques :

- ♦ ce n'est pas un document réglementaire opposable aux tiers ;
- ♦ c'est un document de sensibilisation (destiné aux responsables et acteurs du risque majeur) à partir duquel sera élaboré le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM), permettant aux Maires de développer l'information préventive dans leur commune.

Documents consultables en Mairie:

- Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), du / / disponible également sur le site internet de la Préfecture: www.Prefecture.gouv.fr
- Porté à Connaissance (PAC) du / /
- Plan de prévention des risques inondation (PPRI) du / /
- Règlement Départemental d'Annonce des crues (CRDAC) de 2006
- Plan Communal de Sauvegarde (PCS) en cour d'élaboration

Que doivent faire des habitants d'une zone à risque ?

AVANT L'ALERTE

S'informer sur le risque, sa fréquence, son importance et sur les mesures mises en place (Mairie, Préfecture, services de l'État) :

- signal d'alerte et consignes de sécurité (évacuation ou confinement, itinéraires et lieux d'accueil),
- liste des numéros utiles : services d'urgence et de secours, mairie, services de l'État, compagnie d'assurance, numéros qui pourraient figurer dans le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et le plan communal de sauvegarde (PCS) établis par la mairie.
- **Prévoir un sac** qui devra contenir :
 - Radio et piles de rechange, lampe de poche, médicaments urgents, papiers importants (faites des copies des papiers d'identité, documents relatifs à l'assurance, factures).
- **Repérer** le disjoncteur et/ou le robinet d'arrêt des réseaux.
- **Ne pas oublier d'informer ses proches ou hôtes.**

AU MOMENT DE L'ALERTE

- **Mettre hors de danger les biens pouvant être déplacés.**
- **Installer les mesures de protection provisoires.**
- **Couper les réseaux : électricité, gaz, téléphone selon le cas.**
- **En cas de nécessité d'évacuation, emporter le "kit d'évacuation" :**
 - (radio et piles de rechange, lampe de poche, médicaments urgents, papiers importants) mais aussi le cas échéant, couvertures et vêtements de rechange.
- **Se mettre à l'abri** selon les modalités prévues par les autorités (**plan communal de sauvegarde**).
- **Selon le cas, se confiner :**
 - rejoindre le bâtiment le plus proche,
 - rendre le local "étanche",
 - ne pas chercher à rejoindre les membres de sa famille (ils sont eux aussi protégés),
 - suivre les consignes données par la radio,
 - ne sortir qu'en fin d'alerte ou sur ordre d'évacuation.

PENDANT LA CRISE

- S'informer :

- écouter la radio : les premières consignes seront données par les radios conventionnées notamment Radio-France et pour la Lozère, **Radio France bleu Gard-Lozère**

Emetteur	Fréquence
MENDE	104,9
MENDE	99,5
CANOURGUE	100,8
LANGOGNE	100,1
BLEYMARD	102,2
MEYRUEIS	101,7
ISPAGNAC	

- Informer le groupe sous sa responsabilité.


- Respecter les consignes en particulier :

- maîtriser son comportement et celui des autres,
- aider les personnes âgées et handicapées,
- ne pas téléphoner,

APRES LA CRISE

- **S'informer** : écouter et suivre les consignes données par la radio et les autorités.
- **Inform**er les autorités de tout danger observé.
- **Apporter** une première aide à ses voisins : penser aux personnes âgées et handicapées.
- **Se mettre à la disposition** des secours.
- **Ne pas rentrer chez soi sans** l'autorisation d'une personne agréée.
- **Ne pas téléphoner ni ne rebrancher les réseaux** sans l'autorisation d'un spécialiste.
- **Ne pas consommer l'eau et la nourriture** sans autorisation des services sanitaires.
- **Evaluer** les dégâts et les points dangereux (s'en éloigner).
- **Entamer les démarches d'indemnisation.**
- **Remettre en état** son habitation, après avoir pris des clichés des dégâts si nécessaire.

III – RECAPITULATIF DES RISQUES MAJEURS A CANILHAC INFORMATION LEGALE


 Liberté • Égalité • Fraternité
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet de la Lozère

Commune de CANILHAC

Informations sur les risques naturels et technologiques
 pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral
 n° 2011073-0016 du 14 mars 2011 mis à jour le

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n oui ☒ non

<u>Approuvé</u>	date <u>28 décembre 2010</u>	aléa <u>aléa</u>	inondation
	date _____	aléa _____	

Les documents de référence sont :

Plan de prévention des risques d'inondation Consultable sur Internet ☒

_____ Consultable sur Internet _____

_____ Consultable sur Internet _____

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t oui non ☒

_____ date _____ effet _____

Les documents de référence sont :

_____ Consultable sur Internet _____

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte	Moyenne	Modérée	Faible	Très faible
zone-5	zone-4	zone-3	zone 2 <input checked="" type="checkbox"/>	Zone-1

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Extrait(s) cartographique(s) du plan de prévention des risques d'inondation

Carte d'aléa sismique de la Lozère

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »

Date 14 mars 2011

I - QU'EST-CE QU'UNE INONDATION ?

Une inondation est une submersion plus ou moins rapide d'une zone, avec des hauteurs d'eau variables; elle est due à une augmentation du débit d'un cours d'eau, provoquée par des pluies importantes et durables.

II - COMMENT SE MANIFESTE-T-ELLE ?

Elle peut se traduire par :

- un débordement du cours d'eau, une remontée de la nappe phréatique, une stagnation des eaux fluviales : inondation de plaine,
- des crues torrentielles comme à VAISON-la-ROMAINE,
- un ruissellement en secteur urbain, comme à NIMES.

L'ampleur de l'inondation est fonction de :

- l'intensité et la durée des précipitations,
- la surface et la pente du bassin versant,
- la couverture végétale et la capacité d'absorption du sol,
- la présence d'obstacles à la circulation des eaux...

L'inondation peut être aggravée, à la sortie de l'hiver, par la fonte des neiges.

III – QU'ELLES ONT ETE LES INONDATION SUR LA COMMUNE ?

La Commune de CANILHAC est soumise au risque inondation en raison des crues occasionnées par le LOT.

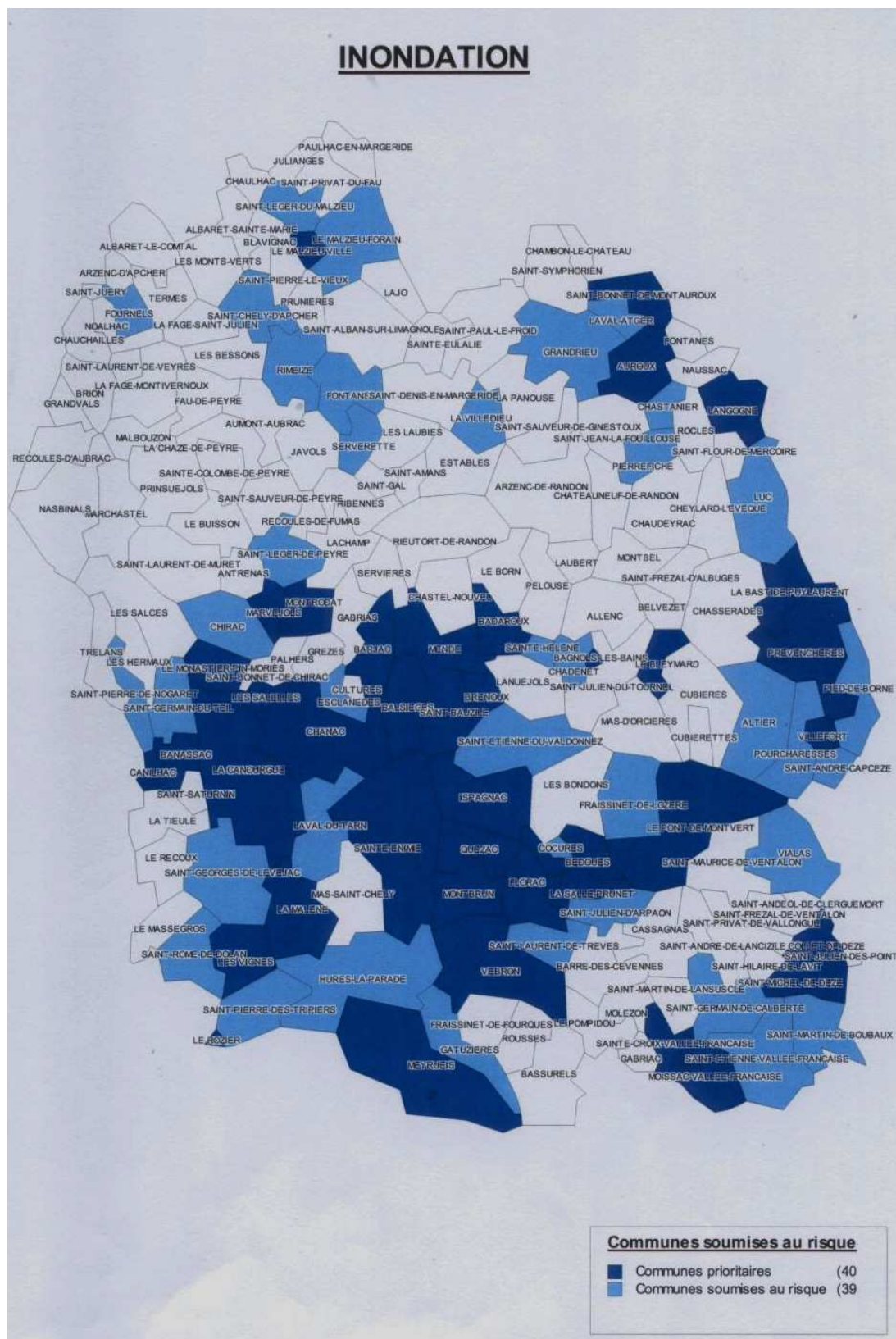
La liste des arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle (15/11/1994, 21/11/1994, 21/12/2003) sur le territoire de la Commune de CANILHAC est la suivante :

NATURE	DATE EVENEMENT (début/fin)	DATE ARRETE
Inondation	23/09/1994 - 24/09/1994	15/11/1994
Inondation	04/11/1994 - 06/11/1994	21/11/1994
Inondation	02/12/2003 - 04/12/2003	12/12/2003

IV – CARTOGRAPHIE DU RISQUES D'INONDATION DANS LA COMMUNE



V – CARTOGRAPHIE DU RISQUES D'INONDATION DANS LE DEPARTEMENT



VI – QUELLES ONT ETE LES CATASTROPHES INONDATION DANS LE DEPARTEMENT

- **23 décembre 1973** : crue du Tarn, du Tarnon, de la Colagne, de la Truyère, de l'Allier et du Langouyrou (vallée de la Colagne sous les eaux, Langogne inondée) ;
 - **21, 22 et 29 septembre 1980** : crues de l'Allier, du Langouyrou, du Tarn et du Chassezac (tous les riverains bordant les cours d'eau sont sinistrés) ;
 - **8 novembre 1982** : crues de l'Allier, du Lot, du Tarn et du Tarnon (nombreux dégâts sur le département) ;
 - **23 et 24 septembre 1994** : crue de toutes les rivières du département ;
 - **4, 5 et 6 novembre 1994** : crue de toutes les rivières du département, suite à des précipitations exceptionnelles ;
 - **1^{er} au 4 décembre 2003** : crue de toutes les rivières du département.
- Il y a lieu de noter également quelques crues durant la période estivale :
- **22 et 23 août 1900** : crue du Lot, de la Colagne, du Coulagnet et du Tartaronne ;
 - **25 août 1901** : crue du Tarn ;
 - **26 août 1950** : orage important au Nord du département notamment à Saint-Chély d'Apcher.

- Liste des communes à risque inondation connu -

BASSIN VERSANT	40 communes prioritaires	39 autres communes soumises au risque
CHASSEZAC	PREVENCHERES VILLEFORT	ALTIER POURCHARESSSES SAINT-ANDRE-CAPCEZE PIED-DE-BORNE
LOT, COLAGNE et BRAMONT	BADAROUX BAGNOLS-LES-BAINS BALSIEGES BANASSAC BARJAC BLEYMARD (LE) BRENOUX CANILHAC CANOURGUE (LA) CHANAC MARVEJOLS MENDE MONASTIER-PIN-MORIES (LE) MONTRODAT SAINT-BAUZILE SALELLES (LES)	CHADENET CHIRAC ESCLANEDES SAINT-ETIENNE DU VALDONNEZ SAINT-GERMAIN DU TEIL SAINTE-HELENE SAINT-LEGER DE PEYRE SAINT-PIERRE DE NOGARET
BES et TRUYERE	MALZIEU-VILLE (LE)	FONTANS FOURNELS MALZIEU-FORAIN (LE) RIMEIZE SAINT-CHELY D'APCHER SAINT-LEGER DU MALZIEU SERVERETTE VILLEDIEU (LA)
GARDONS et CEZE	BEDOUES FLORAC ISPAGNAC MALENE (LA) MEYRUEIS MONTBRUN PONT-DE-MONTVERT (LE) QUEZAC ROZIER (LE) SAINTE-ENIMIE SALLE-PRUNET (LA) VEBRON TARN et JONTE VIGNES (LES)	COCURES FRAISSINET DE LOZERE GATUZIERES HURES-LA-PARADE LAVAL DU TARN SAINT-GEORGES DE LEVEJAC SAINT-JULIEN D'ARPAON SAINT-LAURENT DE TREVES SAINT-PIERRE DES TRIPIERS SAINT-ROME DE DOLAN

IV - QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LE DEPARTEMENT ?

- Repérage des zones exposées (études préliminaires),
- Prescription de plans de prévention des risques (PPR) par le préfet dans les communes les plus sensibles au risque,
 - la surveillance de la montée des eaux par des stations de mesure : Lot, Tarn, Tarnon, Jonte et Allier,
- Alerte : mise en service d'un système d'alerte automatisé. En cas de montée importante du niveau des cours d'eau, le préfet envoie aux maires des bassins versants, un message vocal de vigilance ou d'alerte. Les maires transmettent à la population l'information et les consignes et prennent les mesures de protection immédiate,
- Elaboration et mise en place de plans départementaux et communaux,
- Aménagement des cours d'eau et des bassins versants : entretien, curage, remblaiement, enlèvement d'embâcles,
- Information de la population :

PREFET :

- DDRM (dossier départemental des risques majeurs) *consultable en mairie.*
- mise à disposition des maires, des informations et des documents cartographiques existants des zones exposées.

MAIRE :

- DICRIM (dossier d'information communal sur les risques majeurs) *consultable en mairie.*
- AFFICHAGE dans les zones exposées.

V - QUE DOIT FAIRE L'INDIVIDU ?

AVANT	PENDANT	APRES
- prévoir les gestes essentiels : <ul style="list-style-type: none">• fermer portes et fenêtres,• couper le gaz et l'électricité,• mettre les produits au sec,• amarrer les cuves,• faire une réserve d'eau potable,• prévoir l'évacuation.	<ul style="list-style-type: none">• s'informer de la montée des eaux (radio France bleu Gard Lozère 90,2 MHZ, Mairie...),• couper l'électricité,• n'évacuer qu'après en avoir reçu l'ordre	<ul style="list-style-type: none">• aérer et désinfecter les pièces,• chauffer dès que possible,• ne rétablir l'électricité que sur une installation sèche.

Dans tous les cas, ne pas s'engager, à pied ou en voiture, dans une zone inondée.

Voir consignes générales pages 14 et 15

VI - OU SE RENSEIGNER ?

- Mairie au : 04 66 32 80 05
- Préfecture de La Lozère : 04 66 49 67 90.
- Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles - Tél. : 03.29.69.88.50,
- Sapeurs-Pompiers : Tél. 18 ou le 112

Sources :

- **Préfecture de La Lozère**
www.Prefecture.gouv.fr/sections/securite/securite_civil/les_risques_majeurs/
- **Risque majeur:**
www.risque.gouv.fr/
- **Ma commune face aux risques majeurs:**
www.macomune.prin.net/
- **Prin.net:**
www.prin.net/
- **Météo France:**
<http://france.meteofrance.com/>
- **Vigicrues:**
www.vigicrue.gouv.fr

- Définition –

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol. Il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques. Il est dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion favorisés par l'action de l'eau et de l'homme.

- Mécanisme -

Il peut se traduire en Lozère par :

en plaine :

- affaissement plus ou moins brutal de cavités souterraines, naturelles ou artificielles (mines, carrières),
- gonflement ou retrait de sols argileux liés aux changements d'humidité (fissuration du bâti),
- tassement des sols compressibles par sur-exploitation (tourbe, argile...)

en montagne :

- glissement de terrain par rupture d'un versant instable,
- chute de blocs et écroulement,
- coulées boueuses et torrentielles.

- Risque de mouvement de terrain dans le département –

Derniers principaux mouvements de terrain recensés dans le département :

- **septembre 1980** : chutes de blocs et coulées de boues dans les gorges du Tarn et Jonte : RD 996 interrompue à la circulation pendant 3 jours et RD 907bis interrompue pendant 2 jours ;
 - **janvier 1992** : éboulement (environ 5000m³) : RD 907bis interrompue à la circulation pendant 2 mois ;
 - **juin 1992** : glissement de terrain : RN 106 interrompue à la circulation pendant 1 mois ;
 - **octobre 1995** : chutes de blocs : dégâts importants sur la commune de Barjac, 1 personne décédée ;
 - **novembre 1995** : éboulement rocheux au hameau du Buisson, commune de Quézac ;
 - **janvier 1997** : éboulement rocheux à Barre des Cévennes ;
 - **2002** : éboulement sur RN 106 (environ 2000 m³) , lieu dit Saguenet ;
 - **décembre 2003** : éboulement sur RN 106 (Commune de Barre des Cévennes) déviation sur ancien délaissé ;
 - **décembre 2003** : glissement de terrain à la Rochette commune de Barjac ;
 - **octobre 2006** : glissement de terrain à Saint-Privat de Vallongues (2 habitations touchées)
 - **février 2007** : chute de blocs rocheux à Sainte-Enimie (une maison fortement endommagée)
- La carte des communes soumises au risque mouvement de terrain figure page 26

- Mesures prises dans le département –

Différentes mesures sont prises à titre de prévention et de protection :

- repérage des zones exposées,
- suppression, stabilisation de la masse instable (ex : drainage),
- système de déviation, de freinage et d'arrêt des éboulis,
- prescription de plans de prévention des risques dans les communes les plus sensibles au risque,
- interdiction de construire dans les zones les plus exposées et mesures restrictives (P.E.R./R. 111/3) devant figurées dans le POS/PLU, consultable en mairie,
- surveillance des mouvements déclarés,
- information de la population :

ETAT :

- DDRM (dossier départemental des risques majeurs) *consultable en mairie.*
- mise à disposition des maires, des informations et des documents cartographiques existants des zones exposées.

MAIRIE :

- DICRIM (dossier d'information communal sur les risques majeurs) *consultable en mairie.*
- AFFICHAGE dans les zones exposées.

- Que doivent faire les habitants d'une zone à risque

Voir consignes générales pages 15 ET 16

- Où s'informer

- à la Mairie de la commune concernée.
- à la Préfecture, *service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC) :*
04 66 49 67 90.

- Liste des communes à risque mouvement de terrain connu –

- 23 communes prioritaires –

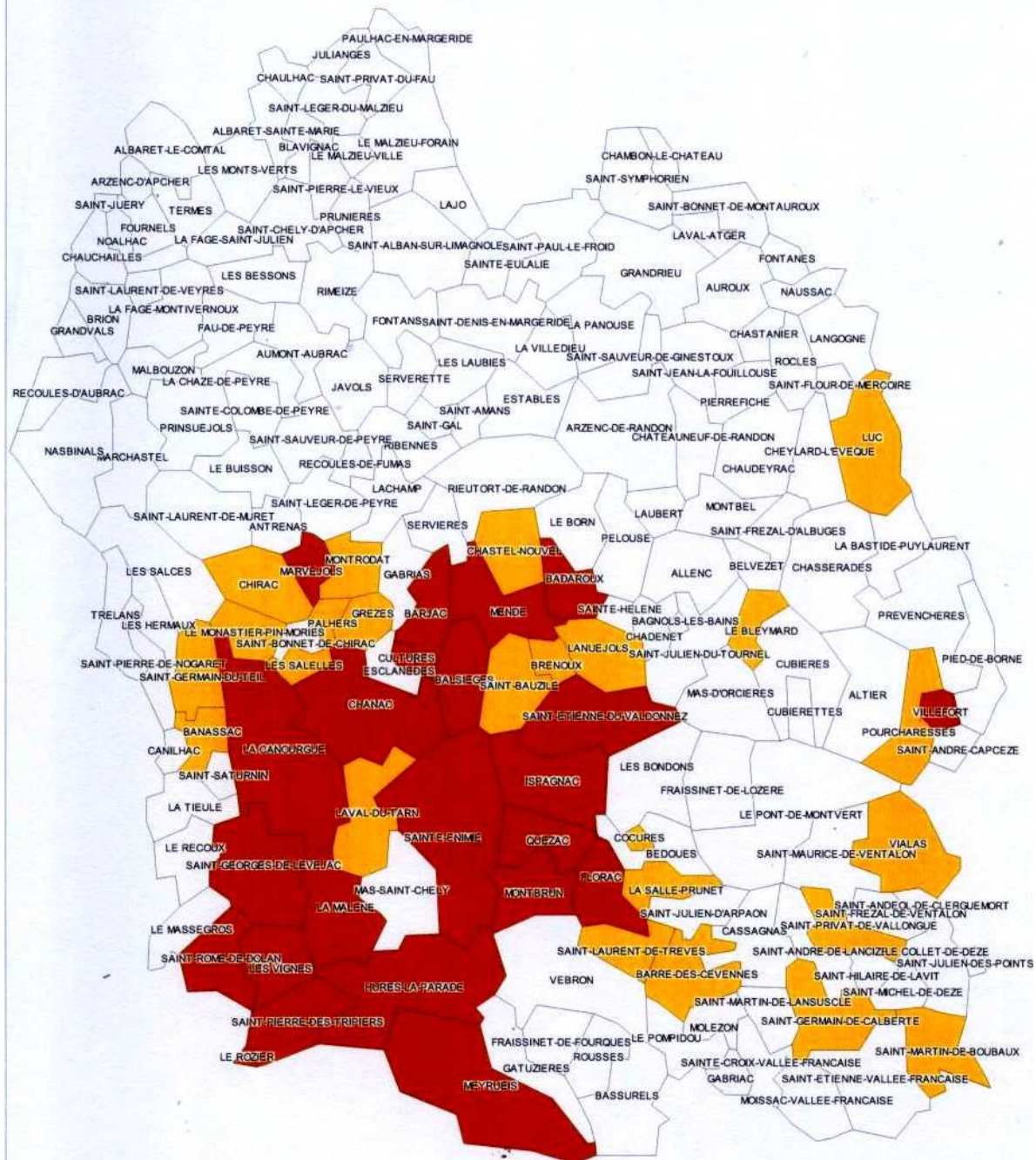
BADAROUX	MEYRUEIS
BALSIEGES	MONTBRUN
BARJAC	QUEZAC
CANOURGUE (LA)	ROZIER (LE)
CHANAC	SAINTE-ENIMIE
CULTURES	SAINT-ETIENNE DU VALDONNEZ
FLORAC	SAINT-GEORGES DE LEVEJAC
HURES LA PARADE	SAINT-PIERRE DES TRIPIERS
ISPAGNAC	SAINT-ROME DE DOLAN
MALENE (LA)	VIGNES (LES)
MARVEJOLS	VILLEFORT

- 24 autres communes soumises au risque –

BANASSAC	MONTRODAT
BARRE-DES-CEVENNES	PALHERS
BLEYMARD (LE)	POURCHARESSES
BRENOUX	SAINT-BAUZILE
CHASTEL-NOUVEL	SAINT-GERMAIN DE CALBERTE
CHIRAC	SAINT-GERMAIN DU TEIL
COCURES	SAINT-LAURENT DE TREVES
GREZES	SAINT-MARTIN DE BOUBAUX
LANUEJOLS	SAINT-PRIVAT DE VALLONGUE
LAVAL DU TARN	SALELLES (LES)
LUC	SALLE-PRUNET (LA)
MONASTIER-PIN-MORIES	VIALAS

QUELS SONT LES RISQUES DE MOUVEMENT DE TERRAIN DANS LE DEPARTEMENT ?

MOUVEMENT DE TERRAIN



Communes soumises au risque

- Communes prioritaires (23)
- Communes soumises au risque (24)

RISQUE MAJEUR A CANILHAC

LE RISQUE – FEU DE FORÊT

1/3

- Définition

C'est un incendie qui se déclare et se propage dans les forêts, landes, maquis ou garrigues.

- Mécanisme

Pour se déclencher et progresser, le feu a besoin des trois conditions cumulatives suivantes :

- **une source de chaleur** (flamme, étincelle) : très souvent, l'homme est à l'origine des feux de forêts par imprudence (travaux agricoles et forestiers, cigarettes, barbecues, dépôts d'ordures...) accident ou malveillance ;
- **un apport d'oxygène** : le vent active la combustion ;
- **un combustible** (végétation) : le risque de feu est davantage lié à l'état de la forêt (sécheresse, disposition des différentes strates, état d'entretien, densité, relief...) qu'à l'essence forestière elle-même (chênes, conifères...).

- Cartographie du risque feu forêt dans la Commune



- Risque de feux de forêt dans le département

Derniers feux de forêt importants dans le département :

- **24 septembre 1978** : commune d'ALTIER, 400 hectares brûlés ;
- **16 octobre 1978** : commune de VIALAS, 800 hectares brûlés ;
- **22 octobre 1978** : commune de POURCHARESSES, 800 hectares brûlés ;
- **26 février 1979** : commune de CASSAGNAS, 275 hectares brûlés ;
- **6 mai 1979** : commune de SAINT-ANDRE DE LANCIZE, 200 hectares brûlés ;
- **13 mai 1979** : commune de SAINT-ANDRE-CAPCEZE, 510 hectares brûlés ;
- **13 mai 1979** : commune de SAINT-GERMAIN DE CALBERTE, 350 hectares brûlés ;
- **13 septembre 1979** : commune d'ALTIER, 240 hectares brûlés ;
- **28 mai 1982** : commune de PIED DE BORNE, 250 hectares brûlés ;
- **3 août 1983** : commune de VILLEFORT, 280 hectares brûlés ;
- **10 juillet 1986** : commune de SAINT-GEORGES DE LEVEJAC, 300 hectares brûlés ;
- **6 août 1986** : commune de LA MALENE, 250 hectares brûlés ;
- **3 avril 2003** : commune de SAINT-MARTIN DE BOUBAUX, 284 hectares brûlés ;
- **23 juillet 2003** : commune du MASSEGROS, 500 hectares brûlés ;
- **3 août 2003** : commune d'HURES LA PARADE, 1500 hectares brûlés ;
- **10 août 2003** : commune de SAINT-ETIENNE VALLEE FRANCAISE, 650 hectares brûlés ;

La carte des communes soumises au risque feux de forêt figure page 31.

- Mesures prises dans le département –

Plusieurs mesures de prévention et de protection sont mises en oeuvre tant au niveau zonal qu'au niveau départemental.

- au niveau zonal :

La lutte préventive contre les feux de forêts s'exerce principalement au sein de deux organismes : l'entente interdépartementale, établissement public regroupant 15 départements (régions Languedoc-Roussillon, Provence Alpes et Côte d'Azur, ainsi que la Corse, l'Ardèche et la Drôme) qui réunit, sous l'égide du préfet de la zone de défense Sud, les représentants de l'État, les élus et les services de secours pour mettre en oeuvre une politique commune de lutte contre les incendies de forêt,

le conservatoire de la forêt méditerranéenne (CFM) qui assure la programmation et le financement d'opérations de prévention et d'équipement.

- au niveau départemental :

- Elaboration d'un schéma départemental d'aménagement de la forêt contre l'incendie (SDAFI) et d'un plan départemental de protection de la forêt contre l'incendie (PDPFI),

- Mise en oeuvre de diverses mesures : équipement de la forêt avec des pistes DFCI et des points d'eau; débroussaillage le long des voies ferroviaires et routières ; coupures stratégiques (coupures vertes),

- Résorption des causes d'incendie : contrôle de l'écobuage,

- Arrêtés Préfectoraux relatifs à la prévention des incendies de forêts (n°93-741 du 10 mai 1993, n°02-2209 et 2210 du 3 décembre 2002),

- Surveillance régulière renforcée en période estivale :

- Tours de guet, réseau de patrouilles forestières permanentes ou occasionnelles, dispositif de liaisons radio,

- suivi du débroussaillage en zone sensible,

- vigilance spécifique "feux de forêts" permanente au SDIS, lorsque les services de la Météorologie nationale prévoient un niveau de risque grave,

- la lutte contre l'incendie, essentiellement assurée par les sapeurs-pompiers. En cas de grands feux, il est prévu de faire appel à des moyens aériens régionaux, voire nationaux (unités de sapeurs pompiers avec avions et hélicoptères « arroseurs », matériels roulants...).

Sensibilisation du public à la réglementation, en particulier sur les risques des feux de camp, agricoles et forestiers (barbecues, cigarettes, détritiques...), et sur la nécessité pour les résidents de débroussailler autour de leur habitation.

Information de la population :

ETAT : - DDRM (dossier départemental des risques majeurs) *consultable en mairie*.

- mise à disposition des maires, des informations et des documents cartographiques existants des zones exposées.

MAIRIE : - DICRIM (dossier d'information communal sur les risques majeurs) *consultable en mairie*.

- AFFICHAGE dans les zones exposées.

- Que doivent faire les habitants d'une zone à risque -

Voir consignes générales page

- Où s'informer -

- à la mairie de la commune concernée.

- à la sous-préfecture de Florac : 04 66 65 62 80.

- à la préfecture, *service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC)* : 04 66 49 67 90.

- à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) : 04 66 49 45 00.

- à la direction départementale des services d'incendie et de secours (DD SIS) : 04 66 65 68 12.

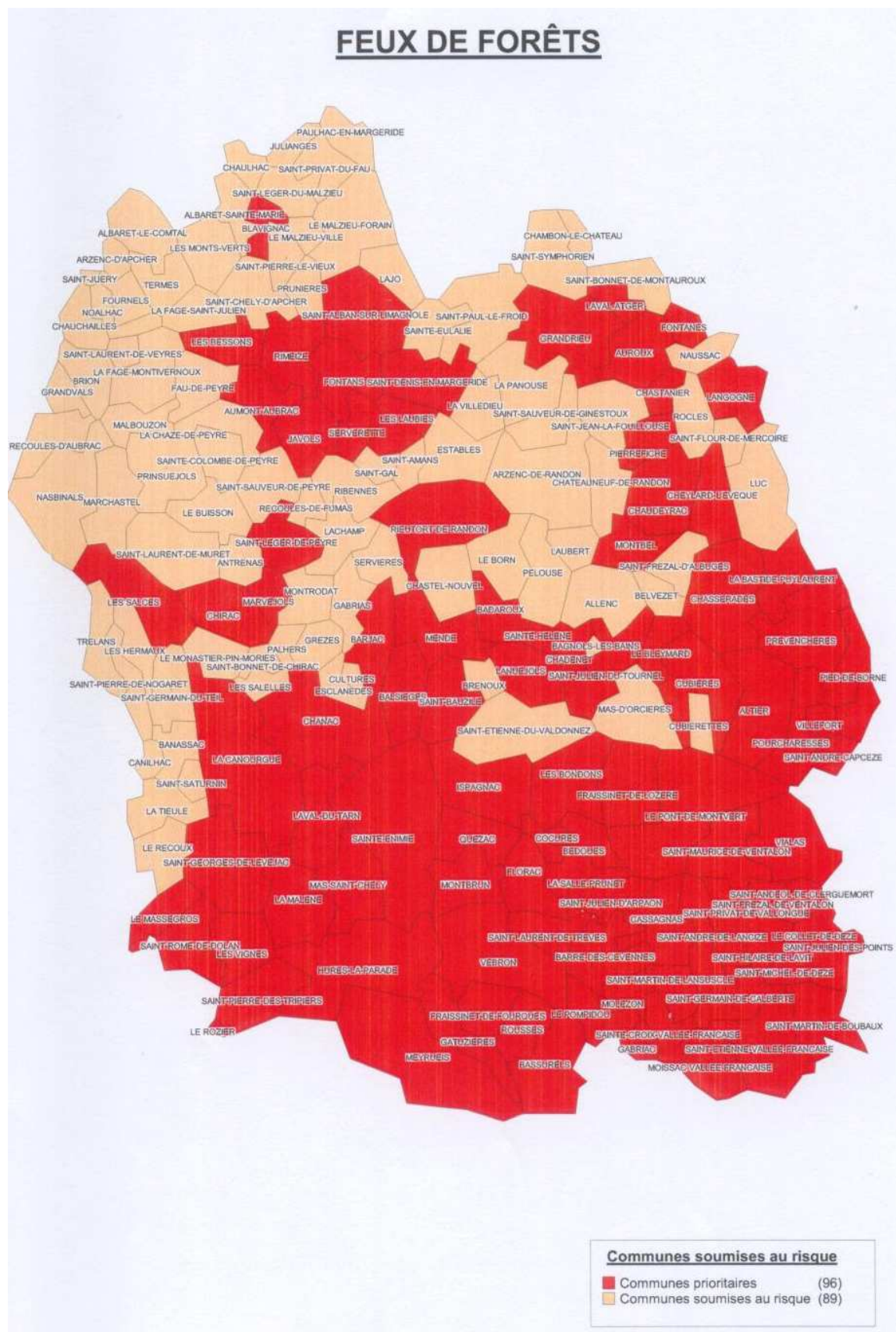
- Liste des communes à risque feu de forêt –**- 96 communes prioritaires -**

ALTIER	MEYRUEIS
AUMONT-AUBRAC	MOISSAC-VALLEE-FRANCAISE
AUROUX	MOLEZON
BADAROUX	MONTBEL
PIED-DE-BORNE	MONTBRUN
BALSIEGES	PIERREFICHE
BARJAC	POMPIDOU (LE)
BARRE-DES-CEVENNES	PONT-DE-MONTVERT (LE)
BASSURELS	POURCHARESSES
BASTIDE-PUYLAURENT (LA)	PREVENCHERES
BEDOUES	QUEZAC
BESSONS (LES)	RIEUTORT-DE-RANDON
BLAVIGNAC	RIMEIZE
BLEYMARD (LE)	ROUSSES
BONDONS (LES)	ROZIER (LE)
CANOURGUE (LA)	SAINT-ALBAN-SUR-LIMAGNOLE
CASSAGNAS	SAINT-ANDEOL DE CLERGUEMORT
CHADENET	SAINT-ANDRE-CAPCEZE
CHANAC	SAINT-ANDRE DE LANCIZE
CHASSERADES	SAINT-BAUZILE
CHASTANIER	SAINTE-CROIX-VALLEE-FRANCAISE
CHAUDEYRAC	SAINT-DENIS EN MARGERIDE
CHEYLARD-L'EVEQUE	SAINTE-ENIMIE
CHIRAC	SAINT-ETIENNE-VALLEE-FRANCAISE
COCURES	SAINT-FREZAL DE VENTALON
COLLET-DE-DEZE (LE)	SAINT-GEORGES DE LEVEJAC
CUBIERES	SAINT-GERMAIN DE CALBERTE
FLORAC	SAINTE-HELENE
FONTANES	SAINT-HILAIRE DE LAVIT
FONTANS	SAINT-JULIEN D'ARPAON
FRAISSINET-DE-FOURQUES	SAINT-JULIEN DES POINTS
FRAISSINET-DE-LOZERE	SAINT-JULIEN DU TOURNEL
GABRIAC	SAINT-LAURENT DE TREVES
GATUZIERES	SAINT-LEGER DE PEYRE
GRANDRIEU	SAINT-MARTIN DE BOUBAUX
HURES-LA-PARADE	SAINT-MARTIN DE LANSUSCLE
ISPAGNAC	SAINT-MAURICE DE VENTALON
JAVOLS	SAINT-MICHEL DE DEZE
LANGOGNE	SAINT- PIERRE DES TRIPIERS
LANUEJOLS	SAINT-PRIVAT DE VALLONGUE
LAUBIES (LES)	SAINT-ROME DE DOLAN
LAVAL-ATGER	SALLE-PRUNET (LA)
LAVAL-DU-TARN	SALCES (LES)
MALENE (LA)	SERVERETTE
MARVEJOLS	VEBRON
MAS-SAINT-CHELY	VIALAS
MASSEGROS (LE)	VIGNES (LES)
MENDE	VILLEFORT

- **89 autres communes soumises au risque** -

ALBARET LE CONTAL	NASBINALS
ALBARET-SAINT-MARIE	NAUSSAC
ALLENC	NOALHAC
ANTRENAS	PALHERS
ARZENC-D'APCHER	PANOUSE (LA)
ARZENC DE RANDON	PAULHAC EN MARGERIDE
MONT-VERTS (LES)	PELOUSE
BAGNOLS LES BAINS	PRINSUEJOLS
BANASSAC	PRUNIERES
BELVEZET	RECOULES D'AUBRAC
BORN (LE)	RECOULES DE FUMAS
BRENOUX	RECOUX (LE)
BRION	RIBENNES
BUISSON (LE)	ROCLES
CANILHAC	SAINT-AMANS
CHAMBON DE CHATEAU	SAINT-BONNET DE CHIRAC
CHASTEL-NOUVEL (LE)	SAINT-BONNET DE MONTAOUX
CHATEAUNEUF DE RANDON	SAINT-CHELY D'APCHER
CHAUCHAILLES	SAINT-COLOMBE DE PËYRE
CHAULHAC	SAINT-ETIENNE DU VALDONNEZ
CHAZE DE PEYRE (LA)	SAINT-EULALIE
CUBIERETTES	SAINT-FLOUR DE MERCOIRE
CULTURES	SAINT-FREZAL D'ALBUGES
ESCLANEDES	SAINT-GAL
ESTABLES	SAINT-GERMAIN DU TEIL
FAGE-MONTIVERNOUX (LA)	SAINT-JEAN LA FOUILLOUSE
FAGE-SAINT-JULIEN (LA)	SAINT-JUERY
FAU DE PEYRE	SAINT-LAURENT DE MURET
FOURNELS	SAINT-LAURENT DE VEYRES
GABRIAS	SAINT-LEGER DU MALZIEU
GRANDVALS	SAINT-PAUL LE FROID
GREZES	SAINT-PIERRE DE NOGARET
HERMAUX (LES)	SAINT-PIERRE LE VIEUX
JULIANGES	SAINT-PRIVAT DU FAU
LACHAMP	SAINT-SATURNIN
LAJO	SAINT-SAUVEUR DE GINESTOUX
LAUBERT	SAINT-SAUVEUR DE PEYRE
LUC	SAINT-SYMPHORIEN
MALBOUZON	SALELLES (LES)
MALZIEU-FORAIN (LE)	SERVIERES
MALZIEU-VILLE (LE)	TERMES
MARCHASTEL	TIEULE (LA)
MAS D'ORCIERES	TRELANS
MONASTIER-PIN-MORIES (LE)	VILLEDIEU (LA)
MONTRODAT	

QUELS SONT LES RISQUES DE FEU DE FORÊT DANS LE DEPARTEMENT ?



- Définition –

Un barrage est un ouvrage, généralement artificiel, transformant une vallée en un réservoir d'eau.

Les barrages servent principalement à la régulation des cours d'eau, à l'alimentation en eau des villes, à l'irrigation des cultures ainsi qu'à la production d'énergie électrique.

Les barrages étant de mieux en mieux conçus, construits et surveillés, les ruptures de barrage sont des accidents devenus rares aujourd'hui.

- Mécanisme –

Le risque de rupture brusque et imprévue est aujourd'hui extrêmement faible.

La situation de rupture pourrait plutôt venir de l'évolution plus ou moins rapide d'une dégradation de l'ouvrage. Une telle rupture progressive laisserait, à priori, le temps de mettre en oeuvre les procédures d'alerte et de secours des populations.

En revanche, une rupture partielle ou totale brusque produirait une onde de submersion extrêmement destructrice dont les caractéristiques (hauteur, vitesse, horaire de passage...) doivent être étudiées en tout point de la vallée. De plus, dans cette zone et plus particulièrement dans la zone de proximité immédiate, des plans de secours et d'alerte doivent être établis dès le projet de construction du barrage.

Il convient enfin de noter que les séismes n'ont jamais provoqué de dégâts importants sur des barrages, qu'ils soient en remblai ou en maçonnerie. Cette observation s'est à nouveau confirmée lors des récents séismes d'Arménie en 1988 et de Californie en 1989.

- Risque rupture de barrage dans le département –

Aucun accident important lié à une rupture de barrage n'est à déplorer à ce jour en Lozère.

La carte des communes soumises au risque rupture de barrage figure page 36 .

- Mesures prises dans le département

- études multiples,
- inspections et contrôles,
- visites et surveillance régulières,
- réflexions sur l'aménagement dans les zones les plus exposées,
- information de la population et essais réguliers des sirènes (zone de proximité immédiate),
- plans de secours et d'alerte comportant plusieurs niveaux :
 - **vigilance renforcée** : surveillance permanente par l'exploitant.
 - **alerte n° 1** : pour les autorités : sérieuses préoccupations (cote maximale atteinte).
 - **alerte n° 2** : pour la population de la zone de proximité immédiate, alerte par la sirène : évacuation immédiate, danger imminent (cote supérieure à la cote maximale),
 - **alerte n° 3** : rupture constatée,
 - **fin d'alerte** : sirène continue pendant au minimum 30 secondes.
- information de la population :

ETAT : - DDRM (dossier départemental des risques majeurs) *consultable en mairie*.

- mise à disposition des maires, des informations et des documents cartographiques existants des zones exposées.

MAIRIE : - DICRIM (dossier d'information communal sur les risques majeurs) *consultable en mairie*.

- AFFICHAGE dans les zones exposées.

- Que doivent faire les habitants d'une zone à risque

Voir consignes générales pages 14 et 15

- Où s'informer

- à la mairie de la commune concernée.
- à la préfecture, *service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC)* : 04 66 49 67 90.
- à la subdivision de Mende de la direction régionale de la recherche, de l'industrie et de l'environnement (DRIRE) : 04 66 65 35 60.
- à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) : 04 66 49 45 00.

Liste des communes à risque rupture de barrage –

- 9 communes prioritaires –

**BANASSAC
CANILHAC
CHIRAC
MARVEJOLS**

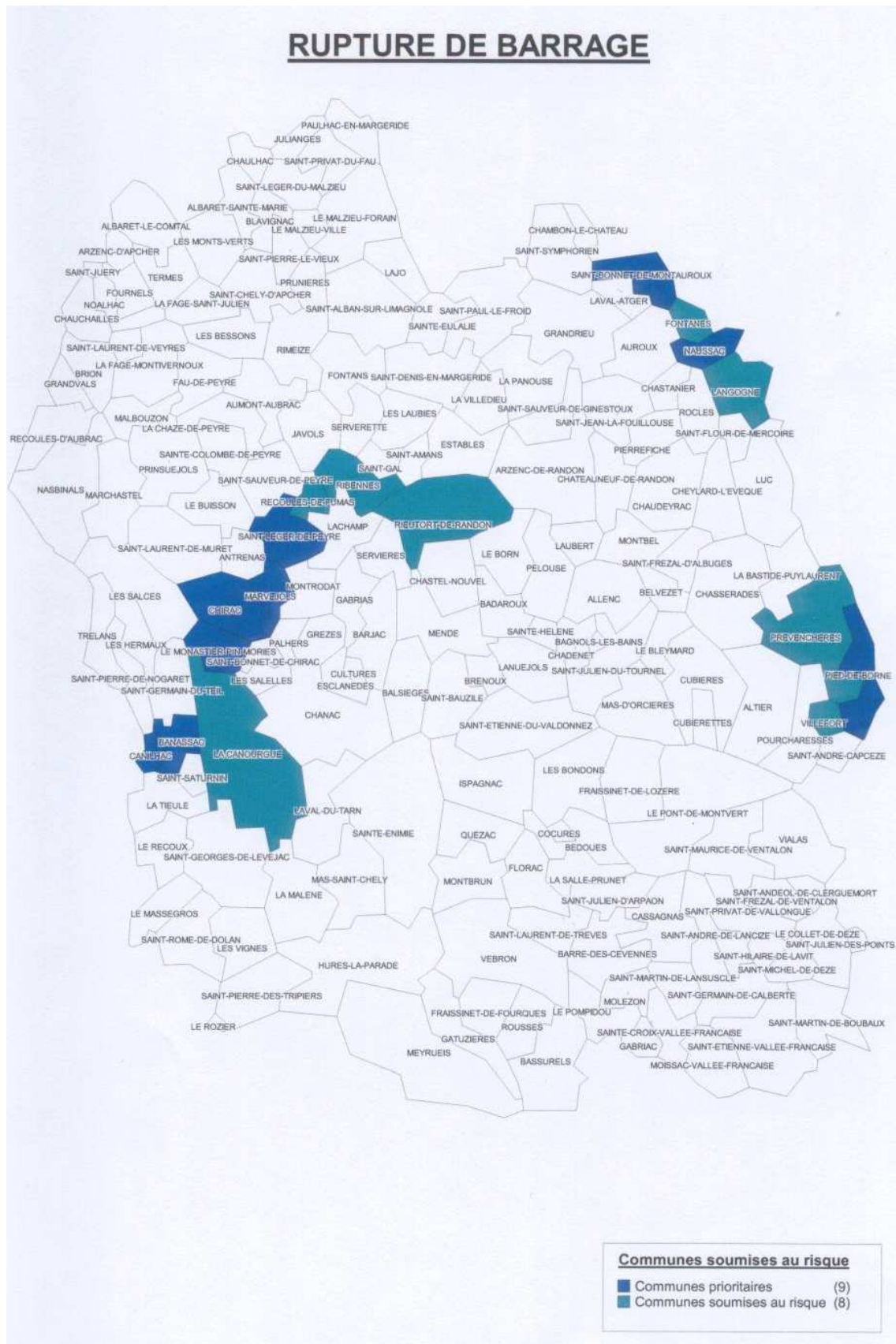
**MONASTIER-PIN-MORIES (LE)
NAUSSAC
PIED DE BORNE
SAINT-BONNET DE MONTAUROUX
SAINT-LEGER DE PEYRE**

- 8 autres communes soumises au risque –

**CANOURGUE (LA)
FONTANES
LANGOGNE
PREVENCHERES**

**RECOULES DE FUMAS
RIBENNES
RIEUTORT DE RANDON
VILLEFOR**

QUELS SONT LES RISQUES DE RUPTURE DE BARRAGE DANS LE DEPARTEMENT ?



- Définition

Le risque transport de matières dangereuses (TMD) est consécutif à un accident qui se produit lors du transport de matières dangereuses, par voie routière, ferroviaire, aérienne ou d'eau. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens ou l'environnement.

- Mécanisme

Les produits dangereux sont nombreux, qu'ils soient inflammables, toxiques, explosifs, corrosifs ou radioactifs.

Les principaux dangers liés aux TMD sont :

- **l'explosion** occasionnée par un choc avec étincelle, par le mélange de produits, avec des risques de traumatisme direct ou indirect généré par l'onde de choc,
- **l'incendie** à la suite d'un choc, d'un échauffement, d'une fuite, avec des risques de brûlures et d'asphyxie
- **la dispersion dans l'air** (nuage toxique), l'eau et le sol de produits dangereux avec :
- **risques d'intoxication par inhalation, par ingestion ou par contact,**
- **risques pour l'environnement (animaux et végétaux) du fait de la pollution du sol ou de l'eau (Contamination).**

Ces manifestations peuvent être associées.



- 1- Aire où toute personne sera mortellement blessée par le feu et l'explosion (surface circulaire autour du point d'incendie).
- 2- Aire où toute personne sera mortellement blessée par le feu et l'explosion (en dehors de l'aire circulaire, progression selon le vent).
- 3- Surface en dehors du nuage, dans laquelle on observe de graves dommages sur 10% du bâti et où 1 personne sur 50 dans les bâtiments sera mortellement blessée.
- 4- Au delà de 350m, pas de blessure fatale.

- Risque TMD dans le département

Aucun accident important lié au TMD n'est à déplorer à ce jour en Lozère.

Les accidents de TMD peuvent se produire quasiment partout dans le département ; il semble toutefois opportun de limiter l'information préventive aux communes soumises au plus grand flux de matières dangereuses.

La carte des communes soumises au risque TMD figure page 41.

- Mesures prises dans le département –

Réglementation assortie de contrôles portant sur :

- la formation des personnels de conduite,
- la construction de citernes ou de canalisations selon les normes établies et soumises à des contrôles techniques réguliers.

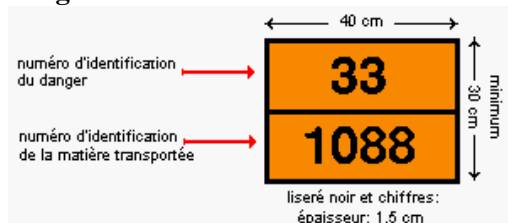
Application stricte des règles de conduite et de circulation (temps de conduite, vitesse, stationnement, itinéraires de déviation...).

Application de la réglementation sur le transport des marchandises dangereuses :

- règlement pour le transport des matières dangereuses par route (RTMDR) annexé à l'arrêté ministériel du 12 décembre 1994.
- règlement pour le transport des matières dangereuses par chemin de fer (RTMDF), annexé à l'arrêté ministériel du 29 juin 1995.
- réglementation internationale du « transport de marchandises dangereuses par route » (Arrêté du 05 décembre 1996, dit « arrêté ADR »).
- réglementation internationale du « transport de matières dangereuses par voie ferrée » (Arrêté du 06 décembre 1996, dit « arrêté RID »).

Identification et signalisation des produits transportés : code de danger, code matière, fiche de sécurité.

Le code danger (partie supérieure) : il permet par la simple interprétation des chiffres de 0 à 9 d'identifier les dangers de réaction de la matière. **Le redoublement d'un chiffre indique une intensification du danger. Précédé de la lettre X, le code signifie que la matière réagit dangereusement au contact de l'eau.**



Le code matière (partie inférieure) : c'est un nombre de quatre chiffres conforme à la nomenclature de l'O.N.U., qui comprend plusieurs milliers de produits.

Le symbole de danger : c'est un pictogramme qui symbolise la nature du risque présenté par la matière transportée. Il est représenté sur des "plaques étiquettes" carrées de 30cm x 30 cm "pointe en bas", placées à l'arrière du véhicule et sur les côtés.



Information de la population :

ETAT : - DDRM (dossier départemental des risques majeurs) *consultable en mairie*.

- mise à disposition des maires, des informations et des documents cartographiques existants des zones exposées.

MAIRIE :

- DICRIM (dossier d'information communal sur les risques majeurs) *consultable en mairie*.
- AFFICHAGE dans les zones exposées.

- Que doivent faire les habitants d'une zone à risque –

Voir consignes générales pages 15 et 16

- Où s'informer -

- à la mairie de la commune concernée.
- à la préfecture, *service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC)* : 04 66 49 67 90.
- à la subdivision de Mende de la direction régionale de la recherche, de l'industrie et de l'environnement (DRIRE) : 04 66 65 35 60.
- CANUTEC, une base de données sur les matières dangereuses peut être consultée à l'adresse internet suivante: http://www.tc.gc.ca/canutec/erg_gmu/gmu2000_menu.htm

- Liste des communes à risque transport de matières dangereuses -

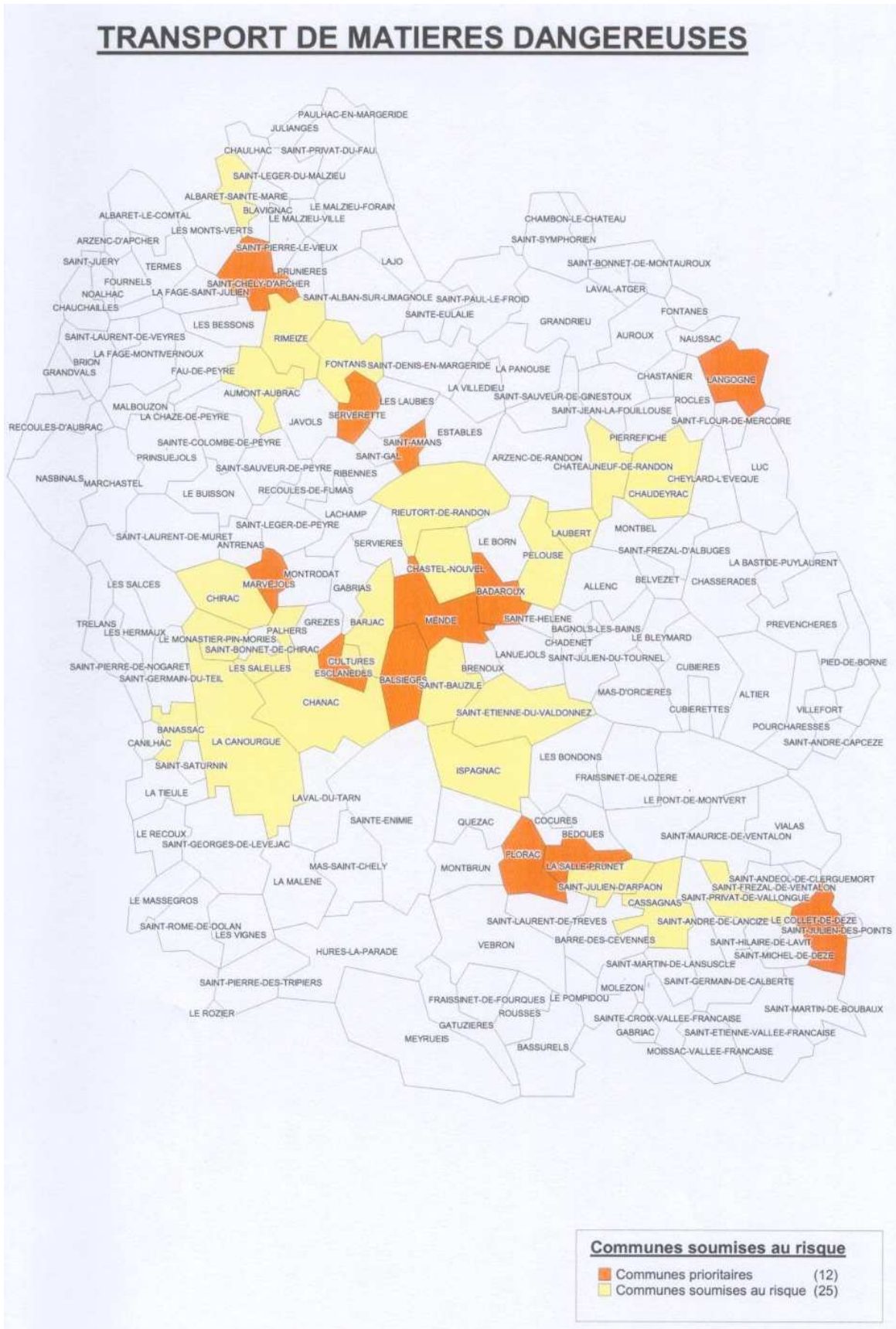
- 12 communes prioritaires -

BADAROUX	MARVEJOLS
BALSIEGES	MENDE
COLLET DE DEZE (LE)	SAINT-AMANS
ESCLANEDES	SAINT-CHELY D'APCHER
FLORAC	SALLE-PRUNET (LA)
LANGOGNE	SERVERETTE

- 25 autres communes soumises au risque -

ALBARET- SAINTE-MARIE	FONTANS
AUMONT-AUBRAC	ISPAGNAC
BANASSAC	LAUBERT
BARJAC	MONASTIER-PIN-MORIES (LE)
CANOURGUE (LA)	PALHERS
CASSAGNAS	PELOUSE
CHANAC	RIEUTORT DE RANDON
CHASTEL-NOUVEL (LE)	RIMEIZE
CHATEAUNEUF DE RANDON	SAINT-BAUZILE
CHAUDEYRAC	SAINT-ETIENNE DU VALDONNEZ
CHIRAC	SAINT-JULIEN D'ARPAON
CULTURES	SAINT-PRIVAT DE VALLONGUE
	SALELLES (LES)

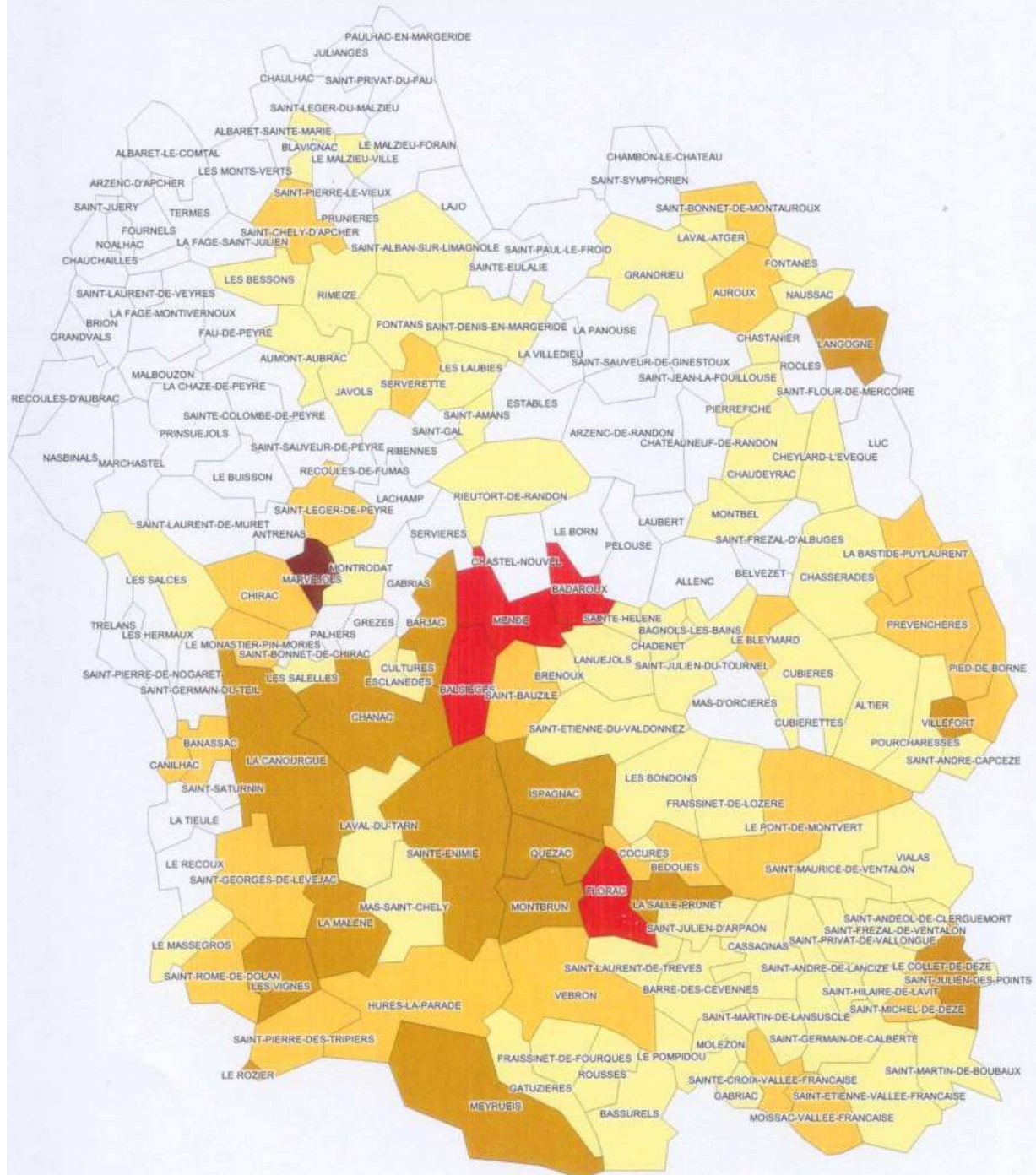
QUELS SONT LES RISQUES DE TRANSPORT DE MATIERE DANGEREUSE DANS LE DEPARTEMENT ?



CARTOGRAPHIE

CARTE DES COMMUNE A RISQUE

CARTE RECAPITULATIVE DES RISQUES PRIORITAIRES PAR COMMUNE

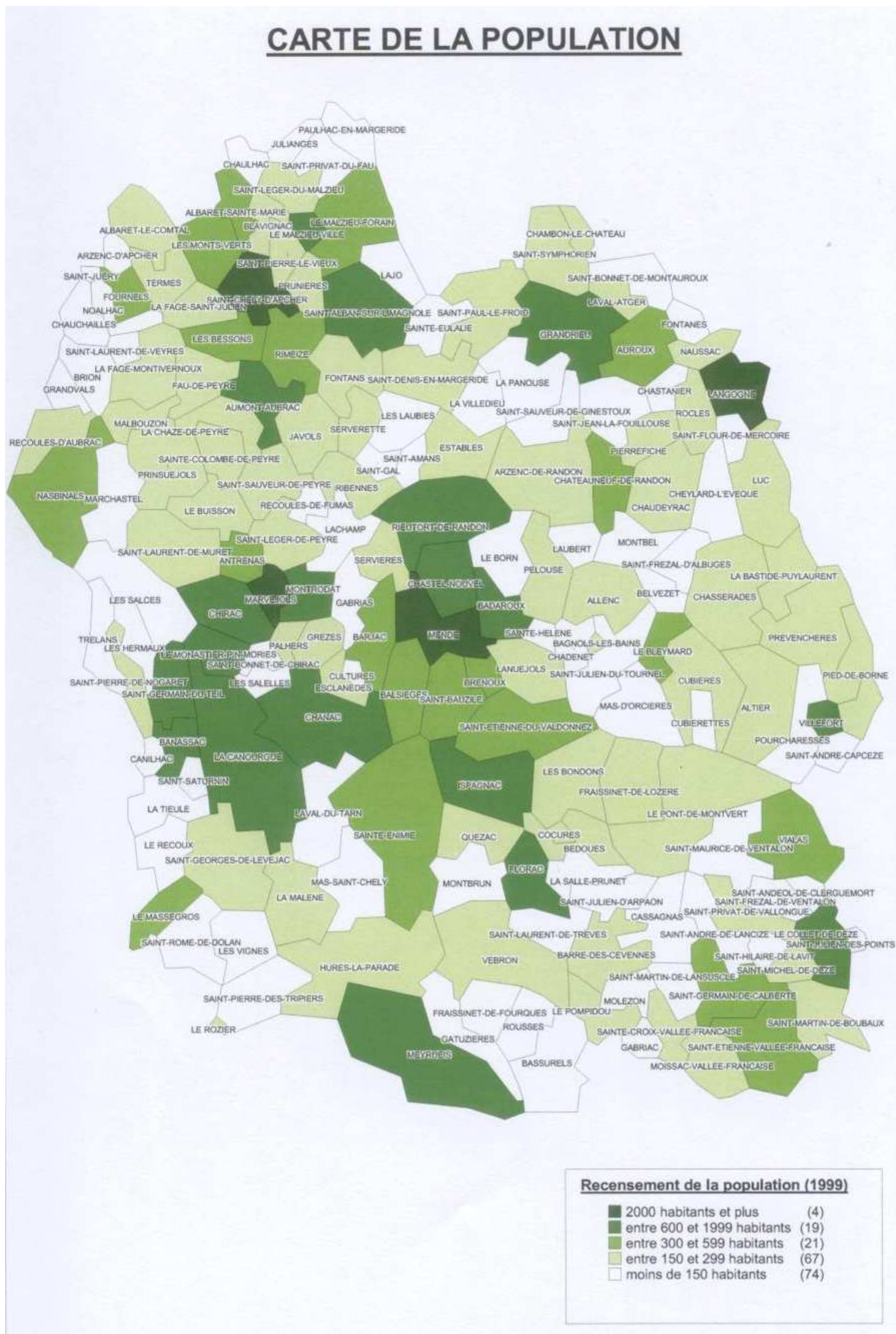


NOMBRE DE RISQUES PRIORITAIRES PAR COMMUNE

5 risques	(1)
4 risques	(4)
3 risques	(15)
2 risques	(24)
1 risque	(67)
pas de risque	(74)

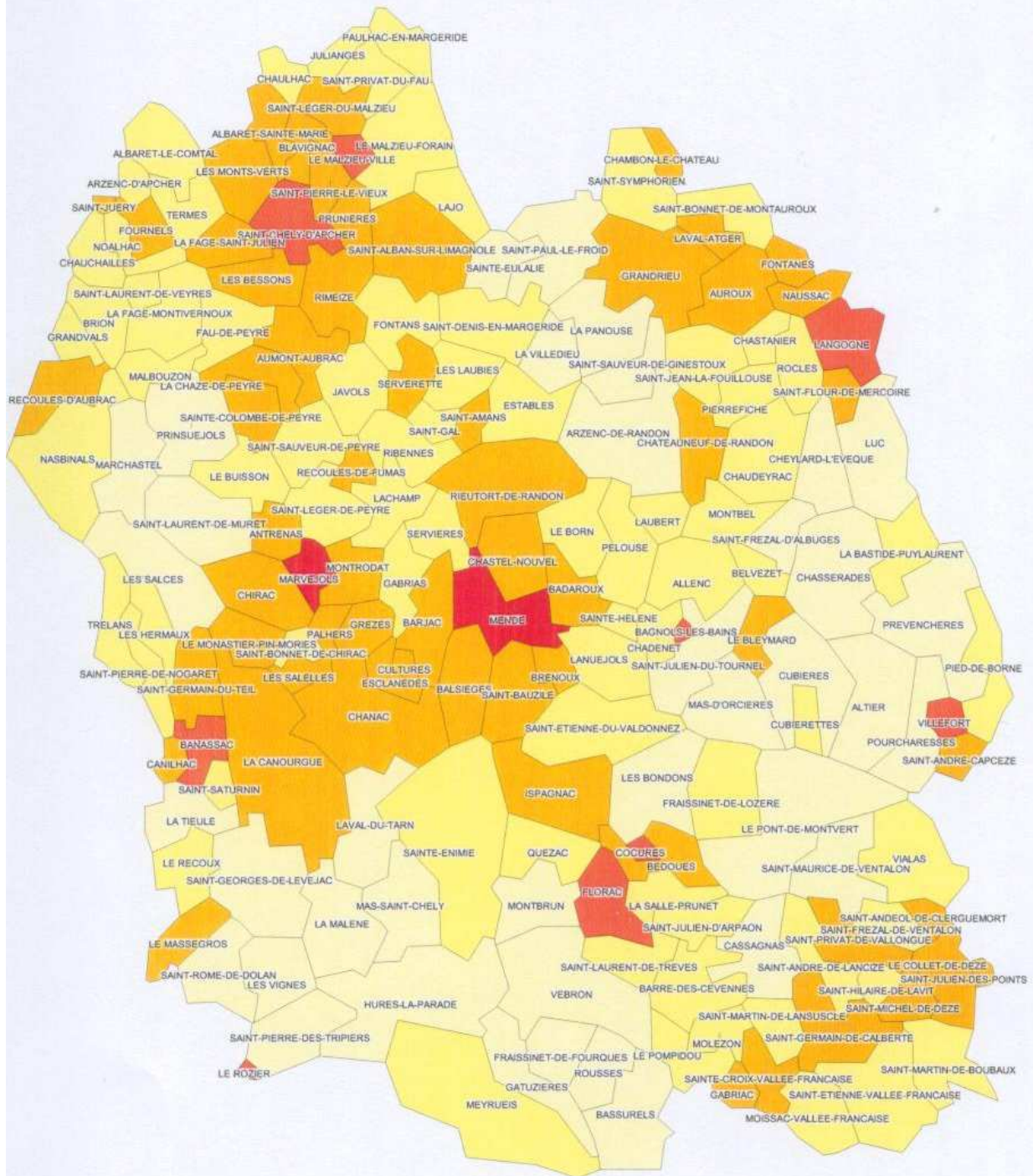
CARTE DES POPULATIONS

- Population sédentaire -



- Densité -

DENSITE DE POPULATION



Nombre d'habitant au Km2

(recensement de 1999)

250 hab et plus au Km2	(2)
de 50 à 249 hab/Km2	(9)
de 10 à 49 hab/Km2	(60)
de 5 à 9 hab/Km2	(75)
moins de 5 hab/Km2	(39)

SYMBOLES

DES RISQUES

MAJEURS

AFFICHE COMMUNALE TYPE

Commune de

Département de la LOZERE

Région du Languedoc-Roussillon



inondation rapide



zone exposée
aux glissements
de terrain



feux de forêt



activités
industrielles



transport de
marchandises
dangereuses



aval
d'un barrage

en cas de **danger** ou d'**alerte**

1. abritez-vous

take shelter

resguardese

2. écoutez la radio

listen to the radio

escuche la radio

Radio-France et pour la Lozère,

Radio France bleu Gard-Lozère :

Emetteur	Fréquence
MENDE	104,9
MENDE	99,5
LA CANOURGUE	100,8
LANGOGNE	100,1
LE BLEYMARD	102,2
MEYRUEIS	101,7
ISPAGNAC	101,3

3. respectez les consignes

follow the instructions

respete las consignas

> n'allez pas chercher vos enfants à l'école

don't seek your children at school

no vaya a buscar a sus niños a la escuela

pour en savoir **plus**, consultez

☛ **à la mairie :**

- le **DDRM** : dossier départemental des risques majeurs
- le **DICRIM** : dossier d'information communal sur les risques majeurs

☛ sur internet : **www.prim.net**

COMMUNE OU AGGLOMERATION

DEPARTEMENT

REGION

SYMBOLES

risques naturels

risques technologiques

CONSIGNE 1

traduction anglais / LV2

CONSIGNE 2

traduction anglais / LV2

FREQUENCES RADIO D'ALERTE

CONSIGNE 3

traduction anglais / LV2

CONSIGNE SUPPLEMENTAIRE

traduction anglais / LV2

INFORMATION SUPPLEMENTAIRE

DDRM / DICRIM

internet

Arrêté interministériel du 27 mai 2003

AFFICHE ETABLISSEMENT TYPE

Etablissement

Commune de

Département de la LOZERE



inondation rapide



zone exposée
aux glissements
de terrain



feux de forêt



activités
industrielles



transport de
marchandises
dangereuses



aval
d'un barrage

en cas de danger ou d'alerte

consignes particulières

follow this instructions

respete estas consignas

A l'écoute du signal d'alerte, les élèves et les professeurs doivent cesser toute activité d'enseignement et appliquer les consignes affichées au dos de chaque porte de classe ou celles diffusées par l'Administration.

En cas d'évacuation, les élèves et les enseignants doivent rejoindre les points de rassemblement signalés et situés Bd de Ségur.

En cas de confinement, les élèves et les enseignants doivent rejoindre le hall général et participer à son étanchéité suivant les directives données par la cellule interne de crise.

L'usage des téléphones et des téléphones portables n'est pas autorisé afin de ne pas encombrer les lignes.

Les informations sont données par les hauts parleurs du lycée ou par la radio : **Radio-France** et pour la Lozère, **Radio France bleu Gard-Lozère** :

Emetteur	Fréquence
MENDE	104,9
MENDE	99,5
LA CANOURGUE	100,8
LANGOGNE	100,1
LE BLEYMARD	102,2
MEYRUEIS	101,7
ISPAGNAC	101,3

Le proviseur / Le gestionnaire du terrain / Le directeur

pour en savoir plus, consultez

> à l'accueil : le **PPMS** plan particulier de mise en sûreté de l'établissement

> sur internet : **www.prim.net**

ICPE
CAMPING
ETABLISSEMENT SCOLAIRE

COMMUNE OU AGGLOMERATION

DEPARTEMENT

SYMBOLES

risques naturels

risques technologiques

CONSIGNE 1

traduction anglais / LV2

CONSIGNES PARTICULIERES

éditées par

- le directeur de l'ICPE,
- le gestionnaire du camping
- le chef d'établissement scolaire

RESPONSABLE

INFORMATION SUPPLEMENTAIRE

document interne
internet